

BARACK OBAMA ET LE PROCHE-ORIENT

Nouveau pion ou sauveur attendu ?

Barack Obama suscite déjà des interrogations quant à sa politique au Proche-Orient à quelques jours avant sa prise de fonction. La situation dans les territoires occupés sera un des grands dossiers à traiter par son administration. Alors simple pion manipulé par le lobby juif ou est-ce le président tant attendu, notamment pour intervenir au Proche-Orient ? Même si les avis sont divers, la conclusion est qu'Obama ne changera pas «grand-chose» à la situation en Palestine. Il est loin d'être le «messie» qui libérera la Palestine.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - La situation qui prévaut au Proche-Orient était, hier, au centre des débats au forum d'Echaâb. Hamoud Salhi, maître-assistant à l'Université de sciences politiques en Californie, et ayant occupé plusieurs postes, notamment celui de journaliste au *Golf News* a «disséqué» la politique américaine et sa position sur la crise du Proche-Orient. Qu'apportera Obama au conflit israélo-palestinien ? Arrivera-t-il à mettre fin au génocide de Ghaza ? Quelle politique extérieure imprégnera-t-il aux Etats-Unis.

Tant de questions qui ont laissé perplexe le spécialiste. Les débats ont convergé dans un même sens. «C'est le lobby juif qui dirige la politique étrangère des Etats-Unis», ce qui réduit le rôle d'Obama. Le matraquage médiatique a fini par façonner l'opinion publique américaine et internatio-



Le lobby juif qui dirige la politique étrangère américaine réduit le rôle d'Obama.

nale. Après avoir occupé les plateaux télé pendant des jours, il est resté muet, depuis l'invasion de Ghaza. Et aucune pression n'est exercée sur lui pour «exposer sa vision», laisse entendre l'invité du forum. S'interrogeant sur le poids d'Obama dans la politique étrangère des Etats-Unis, M. Salhi montrera du doigt la centralisation de la décision politique dans la Maison Blanche.

Selon H. Salhi, la mainmise de la Maison Blanche sur la politique étrangère aurait «minimisé» le rôle du secrétaire d'Etat. L'orateur mettra en évidence la futilité du Congrès américain devant les prérogatives dont jouit le président sortant George Walker Bush.

A en croire ce spécialiste, l'équipe Obama, malgré les différences existant entre ses membres, reste un choix harmonieux. Ce spécialiste place beaucoup d'espoir sur Hillary Clinton, malgré ses différentes «migrations politiques». Connue avant pour sa

pro-palestinienne, son balancement vers les idées du lobby juif, l'actuelle secrétaire d'Etat est «la personnalité qui servira le plus la région du Proche-Orient», estime le conférencier.

En outre, Salhi place Suzanne Rais, l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU connue pour son humanisme, au rang des «amis». Elle a toujours crié au génocide au Rwanda et juré de ne plus voir ça. Reste à savoir si ce gouvernement réussira à faire pression sur le Pentagone pour le retrait de ses troupes, au nombre de 140 000 soldats, d'Irak.

L'orateur met en évidence qu'Israël veuille à tout prix écarter Obama du conflit israélo-palestinien. Le choix des négociations, d'après le spécialiste, risque d'ignorer l'Iran. Or les Israéliens, dans leur stratégie, tentent à tout prix de tourner l'attention sur l'Iran. «Israël veut faire de l'Iran l'ennemi numéro un. Elle pense qu'après l'Irak, c'est l'Iran», explique Salhi.

Ils veulent en finir avec la Palestine avant l'arrivée d'Obama au pouvoir. Ce dernier ne réglera pas le conflit. Rappelant l'histoire d'Israël avec les diverses négociations entreprises depuis 1967, Salhi assure que l'Etat d'Israël n'accepte les négociations qu'en étant en position de force. Et sa position actuelle concernant la proclamation d'un Etat palestinien est loin d'être changée. La communauté israélienne, spécialement les jeunes, constitue des centres de pression. L'Etat utilise la force populaire dans son jeu politique se servant d'une surmédiatisation et d'une victimisation des Israéliens.

En somme, l'arrivée d'Obama au pouvoir a ses points positifs et plusieurs inconvénients. «Obama sait écouter. Si l'on réussit à saisir la situation, il est un pouvoir au sein de la Maison Blanche qui saura écouter la voix arabe», assure l'intervenant.

W. Z.

TOUT EN APPELANT À UN CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT

L'UE demande à Israël de laisser passer l'aide humanitaire

La Commission européenne a appelé, pour la énième fois, «les autorités israéliennes pour qu'elles respectent leurs obligations internationales et garantissent un espace humanitaire pour remettre la livraison de cette aide vitale». La délégation de la commission installée en Algérie, citant le commissaire en charge du développement et de l'aide humanitaire, M. Louis Michel, estime que «bloquer l'accès aux personnes qui souffrent et qui meurent constitue aussi une violation du droit humanitaire». Devant la poursuite de l'agression israélienne de la bande de Ghaza, une aide humanitaire de trois millions d'euros risque, en fait, de ne pas servir les victimes civiles d'une guerre qualifiée de crime de guerre et de génocide contre le peuple palestinien. Dans un communiqué rendu public, la délégation de la Commission européenne en Algérie a rappelé que «la présidence de l'UE est profondément inquiète de la poursuite de l'opération militaire israélienne à Ghaza. (...) elle a réitéré son appel à un cessez-le-feu immédiat entre les deux parties».

Lyès M.

SOUTIEN À GHAZA Une marche à Tiaret

Ils étaient quelques centaines de citoyens, dans leur majorité des jeunes, à répondre hier à l'appel des partis de la coalition et de la société civile de Tiaret, en participant à une marche pacifique en guise de soutien à la population de Ghaza.

Le coup d'envoi a été donné vers 14h00, à partir du stade Kaïd-Ahmed où des grappes humaines commençaient à y affluer. Banderolles portant des slogans hostiles à Israël ainsi que drapeaux algériens et palestiniens étaient portés haut par la foule scandant sans cesse la libération de Ghaza et déplorant fermement le mutisme des organisations internationales. Marchant sous l'œil vigilant des services de sécurité qui se sont déployés à travers l'itinéraire tracé au préalable, les Tiarétis ont, en effet, sillonné le boulevard principal de la ville en passant par le siège de la wilaya jusqu'à la place des Martyrs pour finir leur périple du côté du quartier Ras-Essoug. Aucun incident fâcheux n'a été enregistré lors de cette marche, exception faite pour les quelques perturbations constatées au niveau de la circulation engendrant de gros embouteillages. Par ailleurs, et toujours dans le même contexte, une campagne de collecte de sang au profit des victimes des raids israéliens de Ghaza a été organisée avant-hier à travers l'ensemble des structures sanitaires de la wilaya où l'on a enregistré un afflux considérable de citoyens. Enfin, la radio locale n'a pas été en reste de l'actualité, du fait des itératives émissions qu'elle assure depuis des jours déjà avec l'organisation de débats animés par des universitaires, historiens ou simples citoyens dont le mot final converge vers la condamnation pure et simple de cette guerre... injuste.

Mourad B.

Le drame de Ghaza et les surenchères politiciennes

Le massacre barbare perpétré par l'Etat hébreu contre les populations civiles de Ghaza est un véritable crime contre l'humanité. Le silence complice, la condamnation du bout des lèvres des capitales occidentales, le double langage, les intimidations contre les nations arabes et musulmanes révèlent au grand jour le vrai visage de l'Occident dans sa croisade contre l'islam.

Le choc des civilisations tant craint est bel et bien en voie de s'installer sous nos yeux. Le monde s'engage dans une aventure dangereuse et l'humanité est en droit de craindre le pire. Les régimes arabes, comme à l'accoutumée, se taisent ou font semblant. Le conflit israélo-palestinien est un fonds de commerce politiquement rentable pour leur survie et économiquement lucratif pour leurs intérêts.

L'émotion et la colère légitime des peuples arabes, qui n'ont d'autres canaux d'expression que la rue, sont instrumentalisées à des fins politiciennes par les pouvoirs en place et récupérées idéologiquement par les mouvances islamistes. Même les Etats dits autoritaires n'ont d'autre choix que de laisser la rue crier son indignation. Cette attitude n'est pas innocente, elle leur permet d'ôter l'opportunité politique aux islamistes radicaux d'utiliser la souffrance des populations palestiniennes à des fins politiques. Nos voisins proches ont, eux aussi, compris qu'il était dangereux de réprimer ou d'empêcher la

libre expression d'une douleur ressentie à travers les liens d'appartenance culturelle et religieuse.

Ben Badis n'a-t-il pas dit que «le peuple algérien est musulman et que de la communauté arabe, il se revendique». Les Algériens, qui mesurent mieux que quiconque le prix du sacrifice à consentir pour que la liberté et la justice triomphent de l'opresseur et de l'occupant, sont privés de clamer massivement, dignement, sereinement et sans surenchères politiques leur douleur et leur solidarité avec leurs frères de Ghaza.

L'aubaine est ainsi offerte à Ali Benhadj et ses partisans d'exploiter les sentiments de réprobation de notre peuple pour tenter de réoccuper le terrain politique dans une Algérie encore meurtrie par la barbarie, dont ils sont à l'origine, et instable de par les incertitudes qui pèsent sur son devenir. Sauf à vouloir «cacher le soleil avec le tamis», le chahutage du meeting de solidarité organisé à la Maison du peuple par l'Alliance présidentielle, le PT et l'UGTA, délibérément orchestré par Ali Benhadj, est un défi lancé à l'Algérie et à son Etat (les leaders du FLN et du MSP sont aussi des ministres d'Etat).

La solidarité avec les Palestiniens n'est pas le monopole d'une quelconque mouvance politique ou partisane ; elle est le fruit et l'aboutissement logique et douloureux du combat de tous les Algériens pour la liberté et la justice. Au nom des principes qui régissent

sa révolution, le peuple algérien revendique son droit à manifester librement sa solidarité avec ses frères de Ghaza, en dehors des «espaces clos».

Pour rappel historique, le paradoxe de la situation politique actuelle à Ghaza est que le Hamas (qui se revendique de la confrérie des Frères musulmans) a été utilisé par Israël contre le Fatah de Arafat et les organisations démocratiques de George Habache et de Hawatma. Alors, qui fait le jeu des ennemis de la nation palestinienne ? Qui n'a pas intérêt à ce que le processus de paix aboutisse à la création d'un Etat palestinien moderne et démocratique ? Forcément tous ceux qui ont peur que la réussite d'un Etat démocratique dans cette partie du monde soit une maladie contagieuse qui les emporterait. Ce sont aussi les fascistes israéliens qui se posent en victimes et qui oublient que le partage de Yalta leur a permis en 1948 d'occuper injustement un pays qui n'est pas le leur. Ce sont également les néolibéraux américains qui, pour étendre et protéger leurs intérêts, n'hésitent pas à faire fi de leur «morale chrétienne» en commanditant de véritables crimes contre l'humanité. Pendant ce temps, les enfants de Ghaza continuent de mourir sous les bombes assassines des Israéliens, des trahisons inter-palestiniennes et des reniements des régimes arabes.

A. Hamma, ancien cadre supérieur de l'Etat